

...et si nous retournions en Oranie !

EUGÈNE-ÉTIENNE - HENNAYA

« Faisons un rêve... » oui, mais autrement qu'à la manière de ce grand acteur et réalisateur, pétri d'esprit, d'humour et de tant d'autres qualités que fut Sacha Guitry, dont j'ai connu la chambre de potache qu'il n'occupait que huit jours seulement, à l'institution Sainte-Croix, avenue du Roule à Neuilly-sur-Seine, il y a de cela bien longtemps...

Rêvons que nous allons emprunter la très belle route qui, du faubourg d'Eckmühl à Oran, va nous permettre d'atteindre Eugène-Etienne en traversant l'une des plus belles régions de notre Oranie par Misserghin, Bou-Tlélis, Er-Rahel, Lourmel, Rio-Salado, Aïn-Khial, Pont-de-l'Isser... Rêvons... Rêvons amis lecteurs, de tous ces lieux que Papa et ses enfants, non sans peine de toutes sortes, ont sorti du néant, oui, rêvons, souvenons-nous, versons une larme et pensons à ce royal cadeau fait d'efforts extraordinaires, de sang, de larmes/d'espoirs, que la France a offert à un quarteron de bandits de grands chemins, dont les fils ont envahi l'Hexagone, dans l'attente de ce que visait le tract ci-après, publié intégralement dans "l'Echo" n°34 de novembre 1967. Déjà!... Cinq ans seulement après que Michel Debré eut versé des larmes de crocodile.



EUGÈNE ÉTIENNE

INCROYABLE MAIS VRAI

Dans les milieux musulmans algériens résidant en France circule un tract dont nous publions le texte intégral.

Incroyable! diront les bonnes gens en se voilant la face.

Non, rien d'incroyable là-dedans, c'était même fatal. Au train où vont les choses, la politique de grandeur aidant, on en verra d'autres.

Mais voici ce tract... sans autres commentaires:

Frères émigrés,

Les comploteurs sionistes, usant de leurs espions en Algérie, voudraient saboter notre économie, déjà ravagée par la guerre coloniale de sept ans.

Le jour de l'An juif a vu disparaître Désiré Draï (fusillé par l'A.N.P. - armée nationale populaire), valet de la réaction internationale juive, qui préparait avec l'Irgoun (armée secrète israélienne) des manœuvres criminelles visant au sabotage de notre jeune Algérie.

En ce qui concerne la vie de notre communauté en France, nous venons de construire une mosquée à Saint-Etienne et nous en construirons d'autres où nous prierons Allah. Plutôt resserrer les liens entre nous et vivre en musulmans dans cette France que nous avons vaincue, que fraterniser avec ces Français qui valent moins cher que les Pieds-Noirs.

En effet, l'assassinat d'un million de nos moudjahidines (combattants de la foi), l'existence des milliers de fils de chouhadas (fils de martyrs) témoignent de la cruauté des Français qui ont accepté sept ans durant de nous faire une guerre sanglante.

Frères émigrés, n'ayez jamais confiance dans l'ouvrier français d'un naturel raciste, cet individu ne veut pas de notre société, surtout dans certaines usines employant des ouvriers anciens paras; de plus, l'ouvrier des usines lit "Minute" à plus de 30%, ce qui est proprement scandaleux quand on sait les campagnes antialgériennes de ce torchon.

On nous reproche certains viols, mais cela ne compensera pas la guerre d'Algérie et ne justifiera jamais le racisme imbécile de la classe ouvrière. Après tout, nous avons gagné la guerre et nous avons le droit de prendre des Françaises; si nous sommes malades, la Sécurité sociale doit nous servir.

Frères Algériens, nous qui avons conquis la France jusqu'à Dunkerque, regroupons-nous et construisons notre évolution arabe en nous conduisant en Algériens musulmans.

Notre jeune Algérie est puissamment armée (il n'y aura pas de nouveau Charles Martel); nous pouvons à présent résister victorieusement aux menées impérialistes du Maroc et de la Tunisie grâce à notre A.N.P.

Avec le président Boumediène nous vaincrons.

Vive le 1^{er} novembre 1966, anniversaire de notre révolution.

A Paris, l'Amicale des Algériens en Europe (F.L.N.).

Oui, incroyable, mais vrai, et plus encore d'actualité, aujourd'hui, à la lecture de la rubrique des faits divers des quotidiens de tout l'Hexagone. Mais encore, ne dites surtout pas, à ce sujet, en ce qui concerne l'invasion et les méfaits que tout le pays constate, colère contenue, jusqu'à quand? qu'il s'agit en l'occurrence d'un rêve. Et qu'on ne vienne pas nous dire qu'il n'y a pas assez de prisons pour y mettre les centaines et les centaines de malfaiteurs qui ont pris l'Hexagone pour un... champ de tir. Tire-laines et autres malfrats sont souvent relâchés faute de... prisons, dit la rumeur publique. "La solution, m'écrit un lecteur, c'est de les embrigader et de les faire construire des... abris de ce genre. Cela fera travailler aussi des chômeurs et des entrepreneurs du bâtiment."

A propos de ce même sujet, qu'est venu faire ici le gangster de la Poste d'Oran et de la Banque Chabasseur, dont l'attitude défraye singulièrement la chronique. Et quid également de ses déplacements en Suisse? Il n'est pas venu en France pour des raisons sentimentales, je veux dire par là pour effectuer un pèlerinage en ces prisons dorées où l'Autre l'avait mis en pension gratuite. Non, mais on peut imaginer qu'il aurait essayé de reconstituer cette mafia qui y sévissait dans les années pénibles de notre drame, dirigée par des fellouzes fort connus des Services des Renseignements d'alors, qui exigeaient une contribution des salariés musulmans œuvrant à travers le pays, dans le but d'acheter des armes pour les "braves" des djebels.

En ce qui concerne ses déplacements en Suisse, qui abrita longtemps quasi tous les chefs historiques de la rébellion et leurs soutiens européens, on peut aussi imaginer qu'il a cherché à évoquer certains souvenirs d'une époque, où le champagne (ne parlons pas du reste) coulait à flots à Genève et à Berne: ce reconstituant leur servait de... remontant, dans l'attente de ce que devait être le final promis par l'Autre, c'est-à-dire le fourbi d'Evian. Peut-être même que dans ses déplacements en Suisse, il espère retrouver trace du fameux trésor du F.L.N., que le Frère Colonel défunt n'a pu, lui, récupérer. On peut aussi imaginer bien d'autres raisons. Peut-être est-il en Suisse pour organiser une nouvelle chaîne d'entrées illégales en Hexagone par la voie de l'Italie. Il ne faut pas oublier que le gangster en question est originaire d'Oranie, qu'il y compte de très nombreux partisans et que c'est d'Oran que partent la plupart des... touristes démunis de pièces d'identité régulières et d'attestations d'embauche, et ce par le transit de l'Italie. Pourquoi ce besoin de venir travailler ici? Tout simplement parce que le paradis qui leur avait été promis depuis 1954 est resté pour eux un bonheur que la main ne peut atteindre, autant dire un mirage.

A Imperia, en Italie, pas tellement loin de la Côte d'Azur, accostent chaque mois des navires marchands dont le fret est constitué le plus souvent par des passagers clandestins en provenance d'Oran. Ces clandestins, avec la complicité des douaniers et des policiers de là-bas, trouvent toujours de la place sur ces cargos, en leur offrant l'enveloppe, mais bien ouverte, contenant quelques liasses de dinars provenant de leurs maigres économies, de la main tendue vers tous les membres de la famille, voire provenant d'envois de leurs... *cousins* de l'Hexagone. A leur tour, les navigateurs perçoivent une part du coût du passage, et voguent la galère vers Imperia ou Gênes, centres de cette vaste entreprise où réside "il mercato di braccie umane", autrement dit "les marchés de bras humains".

Le backchiche est bien une invention arabe, qui a pris depuis la braderie une extension extraordinaire : chassez le naturel... Seriez-vous surpris d'apprendre que les autorités d'Oran se voilent la face, pour ne pas voir le spectacle qui se déroule au long des quais ? Ce n'est pas seulement aujourd'hui qu'on peut entrer en France par les chemins des écoliers... et qu'on peut même en sortir à la barbe de la police.

* * *

Une fois encore, je me suis écarté de mon chemin. Mais cet écart est d'autant plus justifié qu'il est commandé par l'actualité. Il est aussi la conséquence directe du comportement du N°1 de la Trahison de la Toussaint, de 1954, l'ancien ramasseur de balles de tennis à Marnia, dont je dirai un mot lorsque nous atteindrons cette cité.

1954 ! Trois décennies l'an prochain, et si le temps passe, il n'efface rien. Je crois cependant que le lecteur me pardonnera d'avoir bifurqué de la route régulière, et pour l'heure, reprenons notre rêve... Avant de faire ou refaire connaissance avec cet autre fleuron de la couronne rutilante de Tlemcen, ce beau village d'Eugène-Etienne, nous allons évoquer la mémoire de celui qui a porté ce nom dont l'Histoire, de Lavisse ou Michelet, n'a donné qu'un portrait bien succinct. Il aura fallu qu'un autre fils de chez nous, Roland Villot, pharmacien à Arzew, enfant d'un commerçant en quincaillerie de la rue d'Isly, cité chère à la bande à Marc Tournut, son dernier maire, passionné de la recherche historique, se penche sur les archives d'Oran, pour nous le faire mieux connaître.

De l'ouvrage de Roland Villot, « *La Vie Politique en Oranie de 1831 à 1881* », j'ai extrait les lignes ci-après, qui constituent à mon sens une page d'histoire de notre chère cité oranaise et de sa province, datant d'un siècle.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES D'AOUT 1881

« Maintenant que le nombre des députés algériens s'élevait à six, l'Oranie bénéficiait de deux représentants. La première circonscription englobait Oran, Mers-el-Kébir, Valmy, Misserghin, Saint-Cloud, Arzew, Ain-Témouchent et Saint-Denis-du-Sig. Le reste du département constituait la seconde circonscription. C'est pour celle-ci qu'opta M^e Jacques, député d'Oran depuis 1871, qui la considérait comme « beaucoup plus intéressante au point de vue de la colonisation ».

Sa brillante élection — il réunit plus de 3000 voix contre 1650 accordées à son adversaire, Vagnon, maire et conseiller général de Mostaganem — semble indiquer qu'il fut bien inspiré en renonçant à son berceau politique.

Au chef-lieu, la lutte revêtit un sérieux caractère d'âpreté : deux candidats s'opposaient dont les titres divers retenaient l'attention.

Il y avait d'abord Régis Cély, colon et conseiller général d'Oran-Karguentah, depuis octobre 1876, vieux militant républicain « appartenant à Oran par sa vie et par ses luttes » et tenu par ses partisans pour le « champion du droit et de la liberté ». Patronné par sept journaux, le vieil *Echo*, le *Courrier*, l'*Atlas*, la *Démocratie*, le *Charivari*, le *Publieur* et le *Petit Colon*, il jouissait d'un grand crédit. Adversaire du rattachement pur et simple de l'Algérie à la métropole et de l'application du décret Crémieux, il préconisait une organisation conforme aux principes du droit colonial et la naturalisation légale et individuelle des israélites.

Le second candidat était Eugène Etienne, protégé de Léon Gambetta, inspecteur des Chemins de Fer de l'Etat, parlementaire considérable en puissance, venu tout exprès de Paris pour briguer ce mandat. Deux journaux, le *Petit Fanal* et le *Petit Alger*, menaient campagne en sa faveur, tandis que Jean Bézy et le président du Consistoire, M. Kanoui, le soutenaient à Oran même.

Quels arguments invoquait-on pour combattre ce « haut fonctionnaire de trente-sept ans, à l'agréable prestance ? ». Mises à part les louanges accordées à son adversaire, ceux qui niaient à quiconque — fût-ce même à Gambetta, malgré l'immense prestige dont il jouissait ici — le droit de disposer du libre arbitre des électeurs oranais — constataient que l'éminent homme d'Etat avait déjà « attribué » en 1877 à son ami, Gaston Thomson, le mandat de représenter Constantine. De plus, ils s'élevaient contre son désir « d'accorder » le siège d'Oran à son familier Etienne et le second siège constantinois, récemment créé, à l'enseigne de vaisseau Louis Say, neveu du président du Sénat.

Les journaux favorables à Régis Cély soulignaient avec amertume qu'au moment précis où les questions algériennes étaient en pleine

incubation et où chacun étudiait, discutait et proposait mille réformes concernant la colonie, les mandats législatifs qui devaient procurer aux futurs élus la seule tribune valable, étaient sollicités ici par un « candidat exotique, jeune élève d'un homme d'Etat absorbant ». Toute la campagne électorale pivota autour de ce leit-motiv. Loin de nier l'intérêt porté par Léon Gambetta à son protégé, la pensée dominante du citoyen Bézy consistait précisément à souligner cet illustre parrainage et à insister sur les avantages matériels et moraux que l'élection de ce candidat entraînerait pour l'Oranie entière.

Certes, une grosse part de ces arguments rappelait étrangement ceux dont s'était servi la presse dévouée à Henri Debrousse en 1871 et 1872. Comme en ces années-là, le corps électoral avait à se prononcer sur une personnalité marquante aux relations multiples. Toutefois, en ce mois d'août 1881, où le sort de la République demeurait incertain, les électeurs percevaient l'antinomie qui, à travers le temps, opposait ces deux hommes. Hier, il s'était agi de Debrousse, rallié du bout des lèvres au nouveau régime, aujourd'hui, il était question d'Eugène Etienne, fils spirituel du premier des républicains.

Le scrutin donna, dès le premier tour, la victoire à l'élève de Gambetta, par 2242 voix contre 1 838 à Régis Cély. Il y avait eu plus de 2 700 abstentions.

EUGÈNE ÉTIENNE

Né à Oran, le 15 décembre 1844, Eugène Napoléon Etienne, vécut à Tlemcen où son père alors capitaine au 2^e escadron du Train des Equipages, fut envoyé l'année suivante. Eugène Etienne y demeura jusqu'à la fin de ses études primaires, après quoi il se rendit au Lycée de Marseille. A 18 ans, il embrassa la carrière commerciale et entra dans un important comptoir marseillais qui faisait le trafic des denrées coloniales, notamment avec l'Algérie. Là, il devint rapidement l'ami du fondé de pouvoirs de cette firme, Maurice Rouvier, avec lequel il mena, en 1869, une campagne enthousiaste et fructueuse en faveur de la candidature de Léon Gambetta au Corps législatif.

A son tour, élu député de Marseille en juillet 1871, Maurice Rouvier gagna Paris, tandis qu'Eugène Etienne continua la gestion de l'affaire commerciale, jusqu'au jour où il fut appelé par Gambetta aux importantes fonctions d'inspecteur général des Chemins de Fer.

Elu député d'Oran en 1881, à la suite de la campagne que l'on sait, il allait occuper ce siège pendant près de quarante ans. Esprit délié, travailleur acharné, orateur disert autant qu'éminent, il devait se révéler comme l'une des plus belles figures du Parlement français. « Soldat de la République », comme il aimait à se proclamer, cet « homme à la carrure puissante et au masque volontaire » connut une ascension aussi rapide que brillante. Secrétaire puis vice-président de la Chambre des Députés, sous-secrétaire d'Etat des Colonies dans le cabinet Rouvier, puis dans le premier cabinet Tirard et le grand cabinet Freycinet, puis ministre de l'Intérieur et enfin de la Guerre (Cabinets Rouvier, Briand, Barthou), il allait donner à la représentation algérienne, et particulièrement oranaise, un éclat peu commun. L'influence véritable et omnipotente qu'il exerça ici sur les communes rurales — s'opposant à la politique déconcertante qui se pratiquait au chef-lieu — en fit l'authentique représentant à Paris des intérêts oranais.

Etienne, dont les réélections successives et triomphales affirmaient à chaque scrutin l'autorité grandissante, fut en même temps qu'un grand serviteur de la République un « passionné » de l'émancipation coloniale de la France. L'importance du sous-secrétariat des Colonies qu'il occupa longtemps était grande et l'accès du Conseil des Ministres lui était ouvert. Il se servit de ce privilège pour faire progresser l'organisation des territoires d'outre-mer. Par la suite, il devint le chef incontesté du parti colonial.

Respectueux des règles de camaraderie en faveur dans le clan gambettiste, psychologue attentif aux qualités et aux défauts d'autrui, « grand tutoyeur parlementaire », il bénéficiait dans les milieux politiques d'une vaste popularité. Sa position au Parlement, enviable à bien des titres, servit nettement la cause à laquelle il s'était voué. On retrouve son influence dans la plupart des mesures qui assurèrent géographiquement et politiquement l'établissement de l'Empire français. Partout, il marqua de son empreinte, son passage au pouvoir, son nom reste attaché à l'institution de notre protectorat au Maroc et l'académicien Maurice Reclus (1), qui le qualifie de « fondateur second de l'Empire français », n'a pas forcé la note quand il rend cet hommage au parfait disciple de Ferry, grâce auquel la France de 1870, abattue par la défaite, recourut à l'expansion coloniale pour retrouver sa situation de grande puissance. Et sans doute l'œuvre de Ferry et d'Etienne, tous deux adeptes du libéralisme économique, n'était-elle pas absente de la pensée de Charles Péguy, âme violente éprise de vérité, lorsqu'il écrivait : « Quand les Français disent qu'ils se taillent un empire colonial, il ne faut pas les croire : ils propagent des libertés » (2).

L'œuvre parlementaire d'Eugène Etienne, s'ajoutant à son action diplomatique et coloniale, méritait aussi d'être retenue. Républicain fervent, patriote insoupçonnable, — le culte de la nation étant pour lui inséparable du culte de la liberté —, il ne cessa d'animer de son dynamisme fameux et les gens du pouvoir et les Oranais. Le jour où il disparut, l'Oranie, l'Algérie et tous ceux qui, dans la métropole, avaient quelques notions sur la chose coloniale, mesurèrent leur perte.

Etienne qui, pendant onze législatures, avait représenté le département, laissait un fier exemple. Rares sont, dans le domaine politique, les hommes d'action devant lesquels s'inclinent leurs adversaires: il fut de ceux-là. »

- (1) Maurice Reclus: *La Troisième République de 1870 à 1918* (Fayard).
(2) Charles Péguy: *Note conjointe sur M. Descartes et la philosophie cartésienne* (p. 752).

En avant-propos de son ouvrage, Roland Villot a écrit: « Cet essai n'est pas un livre de combat et n'entend qu'esquisser avec objectivité les principales étapes de la vie politique de la cité (Oran) pendant les cinquante premières années de l'occupation française. Œuvre vaine peut-être, mais qui permettra aux Oranais de mieux connaître leur ville, s'il est vrai qu'un chapitre sur « la chose publique » a sa place marquée dans l'histoire de toute localité; tâche audacieuse aussi de traiter du domaine qui divise le plus profondément l'opinion: c'est pourquoi en racontant les faits et en présentant les hommes, s'est-on

efforcé de faire surgir des documents une image fidèle de la lutte qu'animèrent des passions justement contraires... Quand bien même n'aurait-on que transcrit ici le développement de la vie politique oranaise à partir de 1881, certains esprits n'auraient pas manqué d'y découvrir une œuvre polémique. Ce n'est ni le sens ni le but de notre propos. »

Si le lecteur avait pu lire entièrement cet ouvrage, il aurait, comme votre serviteur, rendu un juste hommage à son auteur.

(A suivre)

François RIOLAND

P.S.: Amis lecteurs, lorsque vous lirez cette chronique, vous vous retournerez et vous pencherez plus que d'habitude sur votre passé.

Rappelez-vous Mai-Juin 1958: c'était il y a 25 ans. Rappelez-vous et racontez à vos enfants et petits-enfants les journées mémorables de cette période. Racontez-leur l'espoir et l'enthousiasme de ces fastes journées, au cours desquelles, avec vous, les populations musulmanes sont descendues dans la rue. C'est un devoir. « Le souvenir est le frère du rêve... »



Congrès des Maires de France et d'Algérie, Hôtel-de-Ville de Paris, Janvier 1959, avec les Maires Musulmans du Département de Constantine, avec le Président de la Fédération des Maires, M. ISELLA, auprès de lui, notre collaborateur M. RIOLAND; à droite, M. CALMEL, Adjoint de Lourmel.

